



## Panorama de la Polynésie française

### CARACTERISTIQUES STRUCTURELLES

#### Données de cadrage

Capitale	Papeete
Superficie	3 251 km <sup>2</sup>
Situation géographique	Pacifique sud ; 4 100km de Auckland, 4 400km de Honolulu
Langues parlées	Français + Langues vernaculaires <sup>(1)</sup>
Monnaie	Franc Pacifique (code ISO 4217 : XPF) 1 000 XPF = 8,38 €
Statut	Collectivité d'outre-mer rattachée à la France
Rang mondial IDH (2005)	42
Représentation nationale	2 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au CESE
Représentation de l'Etat en Polynésie française	Haut-commissaire de la République
Code Internet	.pf

(1) *tahitien, paumotu, marquisien, mangarévien, rurutu, raivavae, rapa*

#### Repères historiques : accroissement progressif de l'autonomie

Le peuple polynésien s'est installé au cours de vagues migratoires de 300 après J.C. jusqu'à la fin du XIV<sup>ème</sup> siècle. Les Européens ont abordé la Polynésie française dès 1521 (Magellan) et se sont implantés après l'arrivée du capitaine Wallis en 1767. En 1803, le roi Pomare II s'imposa sur le territoire et débuta ainsi la souveraineté des Pomare. En 1880, le roi Pomare V céda à la France sa souveraineté sur toutes les îles dépendant de la couronne de Tahiti.

Les Tahitiens participèrent à la première guerre mondiale et à la seconde, durant laquelle Bora Bora servit de base aéronavale à l'armée américaine. Les Etablissements Français d'Océanie (EFO) devinrent « Polynésie française » en 1957 et le rattachement à la France fit l'objet d'une confirmation par référendum en 1958.

A partir de 1960, l'activité du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) vint bouleverser l'économie et la société polynésiennes.

#### Organisation institutionnelle : vers l'accroissement de l'autonomie

L'autonomie de gestion s'est progressivement renforcée à partir de 1977. Le statut de 1996, adopté après l'arrêt des essais nucléaires, accorde à la Polynésie française une personnalité propre au sein de la République, l'Etat ne conservant qu'une compétence limitée aux fonctions régaliennes. Cette autonomie sera renforcée par la loi organique du 27 février 2004. La Polynésie française est depuis confrontée à une instabilité politique (10 gouvernements) qui pénalise le fonctionnement des institutions. La récente loi organique portant réforme des institutions, déclarée conforme à la constitution en juillet 2011, va dans le sens d'une restauration de la stabilité.

Les fonctions régaliennes de l'Etat sont assurées par son représentant local, le Haut-commissaire de la République. Les compétences du Pays sont mises en œuvre et contrôlées par les quatre institutions suivantes :

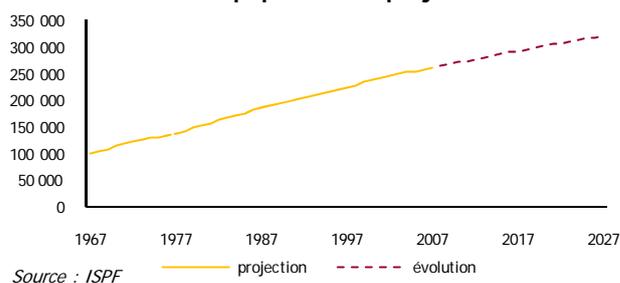
- Le **Président**, élu par l'Assemblée de Polynésie française pour 5 ans, constitue le gouvernement et dirige son action. Il promulgue les lois de pays et signe les actes délibérés en Conseil des ministres. Il est l'ordonnateur du budget et dirige l'administration locale.
- Le **Gouvernement**, composé au maximum de 15 ministres dont un vice-président, est chargé solidairement et collégialement des affaires relevant de sa compétence. Il arrête les projets de délibérations à soumettre à l'Assemblée et les mesures d'application nécessaires.
- L'**Assemblée de Polynésie française** (APF) se compose de 57 membres élus pour 5 ans au suffrage universel direct. Elle adopte les lois de Pays et les délibérations présentées par le gouvernement. Elle vote le budget ainsi que les comptes de la Polynésie française et contrôle l'action du Gouvernement.
- Le **Conseil Economique, social et culturel** (CESC), organisme consultatif de 51 membres représentant les groupements professionnels, les syndicats, les organismes et les associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du Pays, est obligatoirement saisi pour avis sur les projets à caractère économique, social ou culturel et propositions d'actes soumis par le Gouvernement ou l'APF.

# UNE POPULATION JEUNE EN VOIE DE VIEILLISSEMENT

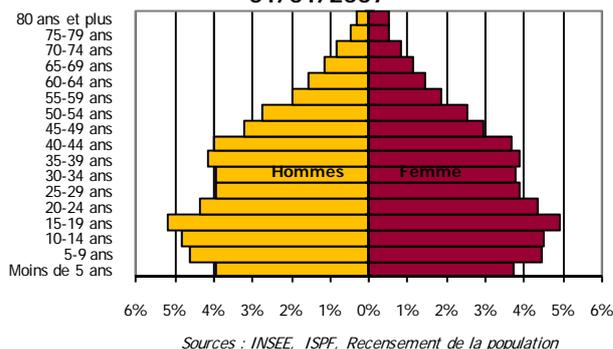
Estimée à 267 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2010, la population polynésienne est jeune, mais apparaît en voie de vieillissement. Entre les deux derniers recensements (2002 et 2007), c'est la tranche âgée de plus de 60 ans qui a le plus progressé (+ 27 %). La population des moins de 19 ans n'a augmenté que de 4,4 % sur la même période.

La répartition de la population se caractérise par une forte concentration géographique : les îles du Vent concentrent un peu plus des trois quarts des habitants, notamment Tahiti qui comptait 178 133 habitants en 2007.

Evolution de la population et projection 2027



Pyramide de la population estimée au 01/01/2007



## Indicateurs démographiques

Population (estimation au 1 <sup>er</sup> janvier 2010)	267 000
Nombre de naissances (2009)	4 551
Nombre de décès (2009)	1 147
Excédent naturel (2009)	3 404
Taux de natalité (en ‰, 2009)	17
Indicateur conjoncturel de fécondité (en ‰, 2009)	2,1
Taux de mortalité (en ‰, 2009)	4,3
Taux de mortalité infantile (en ‰, 2009)	5,5
Espérance de vie des hommes (en années, 2009)	74,4
Espérance de vie des femmes (en années, 2009)	78,5
Part de la population de moins de 19 ans (en %, 2007)	40
Part de la population entre 20-59 ans (en %, 2007)	53
Part de la population de plus de 60 ans (en %, 2007)	7

# PANORAMA DE L'ECONOMIE

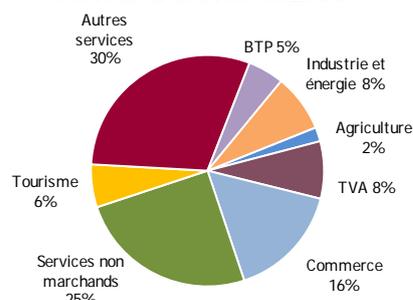
Le Pacte de progrès, cosigné en 1993 par l'Etat et le gouvernement polynésien pour assurer la transition post-nucléaire de l'économie vers un mode de croissance axé sur ses richesses intérieures, a favorisé le développement d'activités telles que la pêche, la perliculture, le tourisme et le BTP. Le soutien de la dépense publique et de l'investissement privé, dynamisé par les dispositifs de défiscalisation locale et métropolitaine, a permis d'obtenir une croissance moyenne annuelle du PIB de 3,7 % entre 1996 et 2006. Néanmoins, l'économie polynésienne connaît depuis un fort ralentissement de ses principaux secteurs moteurs, à l'origine de la dégradation de la situation des finances publiques et des comptes sociaux.

## Principaux indicateurs économiques

PIB à prix courant (en milliards de F CFP, 2006)	536
Taux de croissance PIB annuel à prix courant (en %, 2006)	2,3
PIB / habitant (en milliers de F CFP, 2006)	2 090
Part du secteur public dans le PIB (en %, 2006)	25
Consommation électrique (en kW/hab/an, 2010)	1 922
Taux d'inflation (en glissement annuel en %, au 31/12/2010)	1,7
Taux de chômage (en %, 2007)	11,7
Total des importations (en milliards de F CFP, 2010)	155,3
Total des exportations (en milliards de F CFP, 2010)	13,9
Investissements directs étrangers nets reçus (en millions de F CFP, 2009)	879
Dépenses de l'Etat (en milliards de F CFP, 2010)	178,9

Source : ISPF

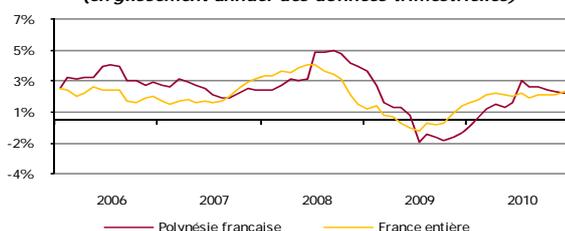
Répartition de la valeur ajoutée par secteur d'activité en 2006\*



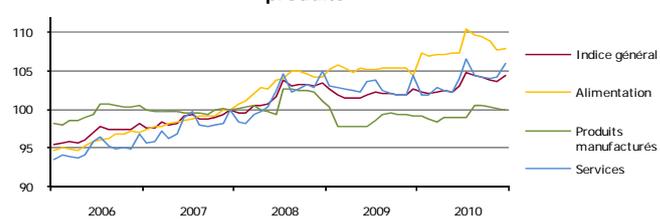
## Un indice des prix marqué par le poids de l'alimentaire

Sur dix ans, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 1,5 % par an en moyenne, avec toutefois une accélération en 2008 (+ 3,4 % sur un an). Les prix de l'alimentaire contribuent fortement à la hausse de prix, en progression constante sur les trois dernières années.

Indice des prix à la consommation (en glissement annuel des données trimestrielles)



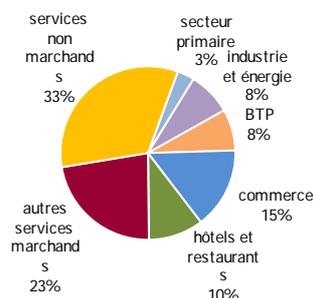
Variation de l'IPC en glissement annuel par groupe de produits



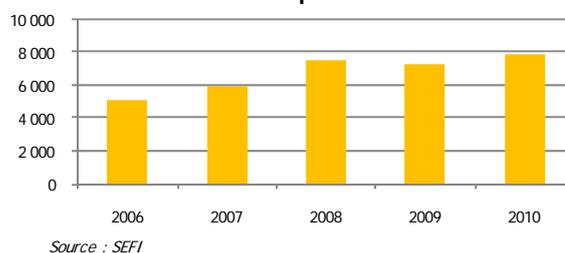
## Dégradation du marché du travail

Les effectifs salariés ont progressé de 3,1 % en moyenne par an entre 2001 et 2007, puis ont fortement diminué (- 2,5 % en moyenne annuelle). Sur la période 2007-2010, les pertes d'emplois sont d'environ 5 000, soit 7 % des effectifs salariés recensés à fin 2007. La situation est d'autant plus préoccupante que les besoins de créations d'emplois pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail sont estimés à 2 500 par an.

### Emploi salarié au 31/12/2010



### Evolution du nombre de demandeurs d'emploi



## Forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur

L'étroitesse du territoire et du marché intérieur polynésien constitue l'un des freins à l'épanouissement d'une production locale de substitution aux importations et d'exportations compétitives. La baisse tendancielle des exportations, liée aux difficultés de la perliculture (les perles brutes représentent plus de 40 % du total en valeur), a conduit à une dégradation du taux de couverture (8,9 % en 2010 contre 17,3 % en 2001). La France demeure le principal partenaire de la Polynésie française, représentant environ un tiers de ses échanges de biens.

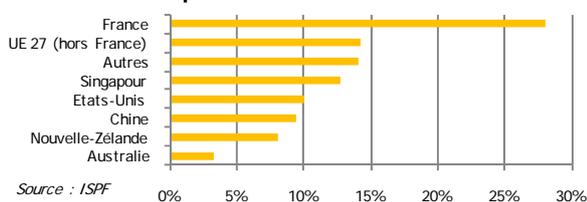
Importations en 2010 (en millions de F CFP)	Poids
Produits des industries agricoles et alimentaires	34 089 22%
Biens intermédiaires	34 941 22%
Biens d'équipement	27 034 17%
Biens de consommation	25 038 16%
Produits énergétiques	20 073 13%
Produits de l'industrie automobile	11 332 7%
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	2 827 2%
<b>Total</b>	<b>155 333 100%</b>

Source : ISPF

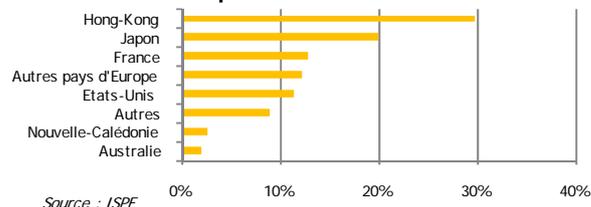
Exportations en 2010 (en millions de F CFP)	Poids
Produits perliers	7 719 56%
Divers	3 650 26%
Noni	743 5%
Poisson	674 5%
Huile de coprah	395 3%
Nacres	255 2%
Vanille	229 2%
Monoï	203 1%
<b>Total</b>	<b>13 868 100%</b>

Source : ISPF

### Principaux fournisseurs en 2010



### Principaux clients en 2010



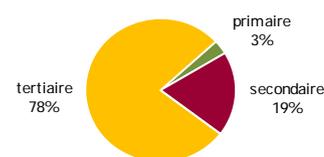
## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITE

L'économie polynésienne se caractérise par une part prépondérante des services dans le PIB marchand, notamment liés au tourisme. Malgré une zone économique exclusive de plus de 5 millions de km<sup>2</sup>, soit 47 % des ZEE françaises, les ressources tirées de la pêche sont encore limitées.

Principaux indicateurs sectoriels	2001	2010	Var.10 ans
Fréquentation touristique (nombre de touristes)	227 658	153 919	-32,4%
Exportations de perles brutes (en millions de F CFP)	14 244	7 357	-48,3%
Exportations des produits de la pêche (en millions de F CFP)	1 458	674	-53,8%
Importations de bitume (en milliers de tonnes)	3,2	2,0	-37,0%
Importations de bois transformé (en milliers de tonnes)	33	26	-21,1%
Importations de ciment (en milliers de tonnes)	1 371	104	-92,4%
Immatriculations de véhicules neufs	8 034	5 525	-31,2%

Source : ISPF, Service de la pêche

### Répartition du PIB marchand par secteur en 2006



Sources : CPS, ISPF

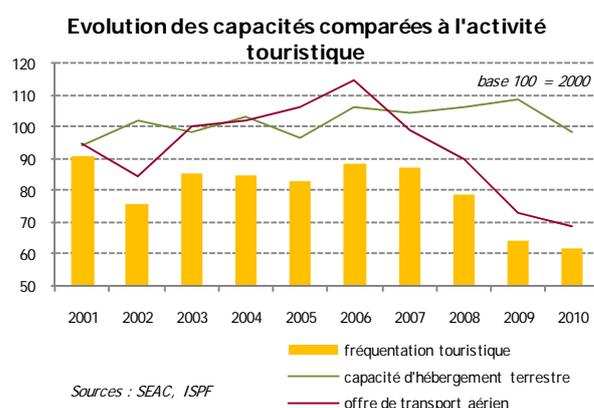
## L'atonie de la commande publique pénalise le BTP

Le BTP participait à hauteur de 5 % à la formation du PIB en 2006 et employait près de 8 % des effectifs salariés du secteur marchand en 2010. Soutenu par la commande publique ainsi que la demande privée, grâce à des dispositifs de prêts bonifiés, le secteur a vu son chiffre d'affaires croître de 7 % en moyenne annuelle entre 2001 et 2007. Mais depuis, il s'affiche en repli (- 5 % en moyenne entre 2007 et 2010), en raison de l'insuffisance de chantiers publics structurants et, plus récemment, de l'essoufflement de l'investissement immobilier des ménages. En l'espace de trois ans, les effectifs salariés du BTP se sont contractés de plus de 20 %.

## Le tourisme demeure la première ressource à l'exportation

Première ressource à l'exportation de la Polynésie française, le tourisme contribuait en 2006 à hauteur de 7 % à la formation du PIB. L'offre d'hébergement touristique payant se partage entre l'hôtellerie, qui accueille les deux tiers des touristes, et le secteur de la croisière (16 % en 2010).

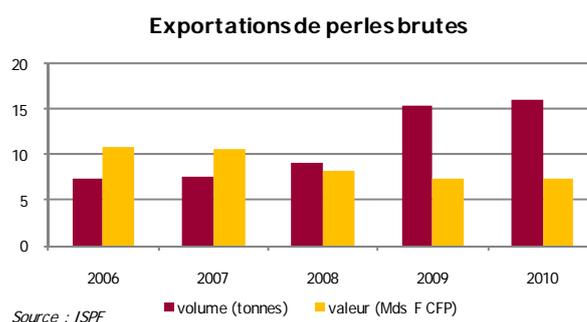
Observée depuis 2006, la baisse de la fréquentation touristique (- 30,5 % entre 2006 et 2010) est liée à la contraction de l'offre de transport aérien (- 40 %). En revanche, la capacité d'hébergement terrestre a tardé à s'ajuster, ne baissant significativement que sur l'année 2010 (- 9,3 %). Cette situation s'est traduite en 2010 par un recul de l'emploi salarié dans le secteur (- 4,4 %) et une hausse du taux moyen d'occupation des chambres (dans l'hôtellerie internationale, 54 % contre 48 % en 2009).



## Des recettes en baisse dans la perliculture

Soutenue par les pouvoirs publics, la perliculture est un secteur emblématique de l'économie polynésienne, source de revenus pour les archipels éloignés et de devises pour le pays (1<sup>er</sup> poste des exportations de biens).

Néanmoins, le secteur est en crise profonde depuis de nombreuses années, confronté à la concurrence d'autres pays producteurs de perles (Australie, Indonésie...) ainsi qu'à des problèmes internes (surproduction, qualité insuffisante, manque de contrôle du secteur...). Ces dernières années, l'augmentation des volumes exportés (+ 21,1 % en moyenne annuelle entre 2006 et 2010) s'est accompagnée d'un reflux des recettes (- 9,4 %), en raison de la baisse très forte des prix.



## LE FINANCEMENT BANCAIRE DE L'ECONOMIE

### Données générales

En Polynésie française, on dénombre trois banques (la Banque SOCREDO, la Banque de Polynésie et la Banque de Tahiti) et trois sociétés financières (OFINA, SOGELEASE BDP et OCEOR LEASE TAHITI) auxquelles s'ajoutent des établissements de crédit situés hors zone d'émission tels l'AFD, la CDC ou la CASDEN. Rapporté à la population, le nombre de comptes bancaires s'élève à 1,4 compte par habitant, niveau qui reste inférieur à celui de la France (1,1).

En 2010, l'activité bancaire a été impactée par la poursuite de la dégradation de la conjoncture économique. La progression de 3,6 % en rythme annuel de la situation agrégée des banques de la place tient surtout à la progression des opérations de refinancement, liée à l'insuffisance de la collecte des dépôts. Ceux-ci sont en effet restés stables alors que l'encours de crédit a progressé de 2,7 %.

### Sinistralité en forte hausse

L'année 2010 aura été marquée par la forte dégradation de la qualité des portefeuilles. Le taux de créances douteuses a atteint 11 % (soit + 2,5 points sur un an), dont 16,5 % pour les entreprises et 6,6 % pour les ménages. Le taux de créances douteuses a ainsi plus que doublé depuis 2006.

Principaux indicateurs financiers	2010
Taux de réescompte des crédits aux entreprises au 19/05/2009	1,25
Masse monétaire M3 (mds de F CFP) – à fin décembre	395
Position extérieure nette bancaire (mds de F CFP) – à fin décembre	-33
Taux de créances douteuses – Ets de crédit locaux (en %)	11
Nombre d'habitants par guichet bancaire	3 513
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 648
Nombre de compte bancaire par habitant	1,4
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,7

Indicateurs entreprises	2010
Coût du crédit aux entreprises (en %) janvier/février 2011 :	
- Découvert	4,32
- Moyen et Long Termes	4,08
Actifs financiers (mds de F CFP) à fin décembre	111
Concours bancaires (mds de F CFP) à fin décembre	177
- Part des crédits d'exploitation (en %)	51
- Part des crédits d'investissement (en %)	30
- Part des crédits à la construction(en %)	11
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	16,5

Indicateurs ménages	2010
Coût du crédit aux ménages (en %) janvier/février 2011 :	
- Découvert	8,79
- Immobilier	4,75
Actifs financiers (milliards de F CFP) – à fin décembre	329
Concours bancaires (mds de F CFP) – à fin décembre	235
- Part de crédits habitat (en %)	58
- Part de crédits consommation (en %)	39
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	6,6

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : M. REMBLIN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 19 septembre 2011 – Dépôt légal : septembre 2011 – ISSN 1968-6277